

LA DEMOCRATIE LES OPPORTUNISTES ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

Que ce soit au Portugal, en Espagne, en Italie, en France... dans tous les pays où se pose la question de la révolution prolétarienne, les révisionnistes et les "socialistes" en appellent à l'extension continue de la démocratie pour construire le socialisme.

Pour eux, le but à atteindre n'est rien d'autre que le capitalisme avec plus de démocratie, plus de justice. Aussi de la droite à la gauche, le débat est de savoir qui sera le mieux capable d'adoucir ainsi le capitalisme. Aussi (n'est-ce pas étrange ?), de la droite à la gauche chacun ne jure que par la Démocratie : du "Défi démocratique" de Marchais jusqu'au "Démocratie française" de Giscard. Une vaste surenchère de déclarations d'intentions.

Ne peut-on pas se borner à rappeler les faits, la réalité vivante qui a déjà si souvent prouvé ce que les uns et les autres entendent par démocratie ?

Par exemple les massacres coloniaux couverts par les ministres PCF en 45-47. Mitterrand-Algérie Française ! Mollet Suez ! Par exemple la "liberté" pour des millions de prolétaires d'être exploités dans les bagnes capitalistes ! Les interdictions faites aux ouvriers de se révolter. Les scandales et la corruption. La presse et toute la vie politique aux mains du capital. Des millions de faits quotidiens que chacun connaît, et dont le moindre aujourd'hui n'est pas le chômage : la liberté pour l'ouvrier de crever quand il ne peut même plus vendre sa seule richesse : sa force de travail.

Si on ne peut se borner à toutes ces constatations, c'est qu'il faudrait leur en ajouter une autre : la survivance tenace dans la classe ouvrière elle-même des préjugés du réformisme et du démocratismes. La croyance que le capitalisme peut encore vraiment apporter de réels progrès, qu'on peut l'aménager par des réformes, que des stades intermédiaires de "démocratie avancée" sont encore possibles et souhaitables pour le prolétariat sous le capitalisme.

C'est que l'impérialisme suscite d'une part une révolte de différentes classes et couches contre la réaction déchaînée qu'il secrète. Mais aussi s'attache par mille liens la petite-bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière qui, jouissant d'avantages mineurs que peut lui concéder l'impérialisme grâce aux bénéfices tirés de l'exploitation du monde entier, se déclarent pour le socialisme mais sans révolution, sans bouleversements qui remettraient en cause leur relative quiétude.

Et à y regarder de près, on pourra constater que le démocratismes, l'attitude qui consiste à toujours repousser la révolution au profit d'un élargissement des "droits", à subordonner sa préparation à la conquête de "libertés" supposées rendre l'affrontement inévitable plus doux, supposées permettre de rallier la majorité et de vaincre par son seul bulletin de vote, a toujours été une attitude très influente dans le mouvement ouvrier français. A cause d'elle, la lutte antifasciste débouche sur le Front Populaire démocratique de 1936 et sur le fascisme et la guerre en 39. A cause d'elle, la Résistance débouche sur la trahison du PCF de 1944 et la restauration de l'impérialisme. Aujourd'hui plus que jamais le PCF est littéralement infecté de démocratismes. Il a complètement dégénéré en parti social-démocrate, en parti bourgeois de réformes sociales, en parti bourgeois-ouvrier, obstacle essentiel à la reconquête de l'indépendance de la classe ouvrière.

Aussi, sans une lutte ferme contre le réformisme démocratique, il ne sera pas possible de reconstruire le Parti de la classe ouvrière C'est pourquoi il importe de bien comprendre l'essence du démocratismes petit-bourgeois pour lutter contre lui ; c'est ce que cet article va tenter d'expliquer.

1 - La démocratie est une forme de la dictature d'une classe

Le marxisme a depuis longtemps établi que tout état est l'instrument de domination d'une classe, le moyen pour la classe dominante d'imposer sa dictature, l'expression de la violence politique organisée pour le maintien de sa domination.

En brisant l'Etat féodal, ses institutions, le servage, les entraves géographiques et douanières au développement du marché, le carcan étroit du compagnonnage et du corporatisme, etc. la révolution bourgeoise de 1789 libéra les forces productives. Elle permit le développement du capitalisme qui constitue un progrès historique considérable par rapport au féodalisme.

L'Etat bourgeois qui fut mis en place "légalisait" la domination de la classe capitaliste dans la société. Et étant donné que pour se développer le capitalisme avait besoin du libre marché, du "libre" achat de la force de travail, de la libre concurrence pour pénétrer partout, la république démocratique fut la FORME de l'Etat la plus adaptée à la dictature de la bourgeoisie.

Il n'est pas possible d'opposer dictature à démocratie puisque dictature exprime le contenu (quelle classe dirige, exerce son hégémonie) et démocratie la forme que peut prendre l'exercice de la dictature, c'est-à-dire l'ensemble des règles, lois, institutions et rouages divers par lesquels une classe exerce son pouvoir. Ce qu'on doit opposer, c'est dictature bourgeoise à dictature du prolétariat, démocratie bourgeoise à démocratie prolétarienne. Dans sa lutte pour abolir définitivement les rapports féodaux et asseoir sa domination, le capitalisme (alors au stade pré monopoliste de la libre concurrence) développe et perfectionne le système de la démocratie bourgeoise : séparation formelle des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, parlementarisme, perfectionnement de l'appareil bureaucratique et militaire, constitution de partis, droit de vote aux citoyens, et les mille et un rouages par lesquels la bourgeoisie exerce son pouvoir, sans oublier ceux de sa domination idéologique (école, information, etc...).

Dans cette lutte, la bourgeoisie ascendante a su utiliser à son profit les masses populaires qui aspiraient aussi à la fin du féodalisme et de l'absolutisme mais qui n'avaient pas encore conscience des limites de la démocratie bourgeoise (de 1789 à 1830, 1848). La forme démocratique de l'Etat bourgeois naissant a permis à la bourgeoisie de s'assurer l'adhésion, sinon la participation de la grande masse du peuple, et d'asseoir le pouvoir du capital de la façon la plus hypocrite et la plus mensongère, "si solidement qu'il ne peut être ébranlé par aucun changement de personnes, d'institutions ou de partis"¹.

On peut conclure avec Lénine que "la démocratie bourgeoise tout en constituant un grand progrès historique par rapport au Moyen-âge, reste toujours - elle ne peut pas ne pas rester telle en régime capitaliste - une démocratie étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres"².

Analysez les louanges des révisionnistes sur la démocratie : vous trouverez toujours qu'en fait, ils rabâchent dans tous les sens la première idée (la démocratie bourgeoise est un progrès historique) pour "oublier" complètement la seconde (elle est l'oppression d'une classe).

Pourtant, nous ne sommes plus en 1789, époque où la démocratie était un gigantesque espoir, mais en 1977, époque où la démocratie bourgeoise en France n'est qu'un lointain souvenir, où elle a donné depuis longtemps ce qu'elle devait apporter à l'humanité.

2 - L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne

Avec la transformation du capitalisme de libre concurrence en capitalisme de monopole au début du 20ème siècle, avec la domination du capital financier et de l'oligarchie financière, "c'est le tournant à partir de la démocratie vers la réaction politique". (Lénine)

¹ Lénine – « L'Etat et la Révolution »

² Lénine – « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »

Ce qui différencie l'impérialisme du capitalisme concurrentiel n'est pas la nature de l'Etat. L'Etat est toujours l'instrument de domination de la bourgeoisie. Ce qui a changé, c'est que, dans le capitalisme de concurrence, l'Etat était suivant l'expression de Engels "le conseil d'administration de la bourgeoisie", c'est-à-dire le lieu où se réalisaient les compromis et rapports de force entre les nombreuses fractions bourgeoises (industrielles, bancaires, financières, foncières, etc.). Alors que, à l'époque du monopole, la libre concurrence est tronquée, limitée. Le capital industriel fusionne avec le capital bancaire pour donner un capital financier gigantesque, qui lui-même fusionne en quelque sorte avec l'Etat pour former le système du Capitalisme Monopoliste d'Etat (CME). Dans le CME, monopoles et Etat tendent à ne former qu'en seul appareil, intervenant dans toute la société au service du capital financier, de l'oligarchie financière. Cette fusion produit, entre autres conséquences, un immense appareil bureaucratique de fonctionnaires et semi-fonctionnaires divers qui s'ajoute aux multitudes de cadres et autres qui gèrent les banques et autres trusts multinationaux vivant de l'exploitation des peuples du monde entier.

Déjà il existait une contradiction à l'époque du capitalisme concurrentiel entre les droits démocratiques reconnus aux citoyens et les exigences du Capital. Cette contradiction, remarquait Engels, se résolvait toujours à l'avantage de la "richesse" qui, par mille moyens (corruption, alliance de l'Etat avec la Bourse) vidait les droits de leur contenu (exemple : liberté d'expression, mais impossibilité de l'exercer sans argent, liberté de réunion, mais impossibilité de l'exercer sans salles de réunions, etc. etc.). La "richesse" se subordonnait déjà toutes les formes démocratiques par la puissance de l'argent.

Cette contradiction ne fait que s'aggraver avec le monopole. Pour être monopole, il lui faut tout dominer : éliminer les concurrents, contrôler les marchés, accaparer les commandes, disposer d'une main-d'œuvre massive et docile, surmonter les crises, planifier son développement... Bref, il n'est monopole que s'il tend à dominer toute la vie sociale, à établir son hégémonie partout, y compris bien sûr par les moyens militaires, la violence, la corruption³. Le monopole supporte encore beaucoup plus mal que le capitalisme de libre concurrence les formes démocratiques. Et comme il dispose de bénéfices énormes tirés de l'exploitation des peuples, il se soumet entièrement l'Etat, achète les hommes politiques, corrompt même une fraction de la classe ouvrière, intègre les syndicats, impose à coups de milliards son idéologie pourrie, décadente, pornographique et fascisante. Le monopole tendant à éliminer la concurrence fait disparaître du même coup ce qui permettait le progrès sous le capitalisme et entraîne sa stagnation au stade historique maximum qu'il a atteint. Le monopole, c'est la tendance à la réaction sur toute la ligne⁴.

Pour tout ouvrier conscient, toutes les lois fondamentales des Etats contemporains, les "libertés", "l'égalité des citoyens devant la loi", l'administration, sont autant d'exemples de l'hypocrisie de la "démocratie" bourgeoise. Tout le monde sait très bien que le parlement est réduit à un véritable moulin à paroles, alors que les pouvoirs de l'exécutif se renforcent constamment (ex : l'article 16 de la Constitution de 1958), le monopole d'« moyens d'information (journaux, radios...) interdit quasiment aux prolétaires le droit à la parole ; on interdit les manifestations (loi anti-casseurs) ; on refuse les droits politiques élémentaires (droit de vote) à des millions d'ouvriers immigrés ; on cherche à empêcher toute "libre" circulation des militants et de leur propagande (projet de loi sur les fouilles de véhicules) ; on juge en flagrant délit des cas de plus en plus nombreux, etc.

³ Les exemples en sont évidemment quotidiens : la CIA et ITT au Chili, la France au Zaïre, les pots de vin (Dassault, Lockheed), les scandales tels l'affaire de Broglie etc.

⁴ Il faut bien parler de tendance à la réaction. Car ce qui est dit ici n'équivaut pas à la thèse mécaniste : monopole = fascisme. Le monopole peut très bien s'accommoder, si besoin est, de réformes. Par exemple, il n'y a pas de contradiction, sur le plan économique entre le monopole et des mesures démocratiques « radicales » comme la nationalisation, l'élection de fonctionnaires, l'armement du peuple, l'autogestion etc. Toutes ces mesures ne détruisent pas le capitalisme et, tant qu'il n'est pas détruit, le monopole peut se les subordonner. La contradiction est au plan politique. Le monopole ne peut tolérer longtemps l'exercice réel de la démocratie par le peuple. Comme en 1944, à la Libération, il doit très rapidement détourner à son profit toute réforme (intégration des Comités d'Entreprise, lois sur la presse détournées, rétablissement dans tous les domaines du pouvoir de la « richesse »).

Il faut donc bien comprendre qu'aucune mesure « démocratique » n'est en elle-même, du point de vue de la révolution, suffisante (car elle reste au plan de la forme) si elle n'est pas accompagnée d'un changement complet au niveau de l'infrastructure (possession des moyens de production, rapports de production), de l'établissement de la dictature d'une autre classe, le prolétariat (contenu de l'Etat)

Les moindres conquêtes démocratiques conquises de haute lutte par la classe ouvrière sont violées systématiquement (ex. : l'interdiction de licencier les représentants syndicaux).

Par la domination hégémonique des monopoles et l'exploitation et l'oppression accrue du prolétariat, les droits démocratiques sont complètement vidés de tout contenu.

Mais cela ne suffit pas toujours. Quand les contradictions sont exacerbées à l'extrême quand la rivalité entre capitalistes ne peut plus se régler pacifiquement, quand la classe ouvrière sort de sa torpeur, alors la bourgeoisie lève ouvertement le voile hypocrite de la démocratie. La dictature de la bourgeoisie apparaît sans fard. C'est la violence terroriste ouverte, c'est le fascisme, dictature militaire, etc.

Ainsi, le monopole c'est la tendance à la réaction, à la liquidation des droits même formels. Cela correspond à la période historique où le capitalisme n'a plus rien de progressiste, où il n'assure plus le développement des forces productives qui serait pourtant possible, où il ne peut plus donc convaincre qui que ce soit et doit imposer sa survie la violence ouverte. C'est pourquoi Lénine affirme : "A la libre concurrence correspond la démocratie, au monopole correspond la réaction politique."

Comprendre cela, c'est comprendre qu'il est parfaitement absurde, parfaitement réactionnaire, de vouloir lutter pour la démocratie "au nom des principes de 1789" (M. Thorez). La roue de l'histoire a tourné : il ne peut être question de revenir au capitalisme pré monopoliste, de nier le développement des forces productives apporté par le capital et l'impérialisme. Il faut donc tirer de la conclusion que la lutte pour la démocratie doit être tournée non vers le passé, mais l'avenir. C'est-à-dire qu'elle doit réaliser la révolution qui permettra un développement encore plus grand des forces productives, qui créera les bases matérielles pour supprimer toute classe, donc toute démocratie : le communisme. Examinons cela.

3 - Pas d'extension de la démocratie sans socialisme

Considérant la question de la démocratie du point de vue matérialiste marxiste, qui décèle l'origine de la restriction permanente des droits démocratiques dans la base économique du capitalisme lui-même, les communistes en tirent la conclusion on logique :

- A l'époque de l'impérialisme, aucune conquête démocratique des travailleurs ne peut être stabilisée ;
- Les aspirations démocratiques des masses laborieuses et exploitées ne pourront être pleinement et durablement satisfaites tant qu'existeront les rapports capitalistes de production.

L'impérialisme est justement l'époque où sont réunies toutes les conditions objectives pour passer au socialisme ; où le développement des forces productives est tel que plus que jamais est vrai cet enseignement du marxisme :

"Si la division en classes a une légitimité historique, elle ne l'a pourtant que pour un temps donné, pour des conditions sociales données. Elle se fondait sur l'insuffisance de la production ; elle sera balayée par le plein déploiement des forces productives modernes. (...) La possibilité d'assurer, au moyen de la production sociale, à tous les membres de la société une existence non seulement parfaitement suffisante au point de vue matériel et s'enrichissant de jour en jour, mais leur garantissant aussi l'épanouissement et l'exercice libres et complets de leurs dispositions physiques et intellectuelles, cette possibilité existe aujourd'hui pour la première fois, mais ELLE EXISTE"⁵.

L'impérialisme c'est l'époque où toutes les contradictions du système capitaliste sont portées à un point extrême : entre bourgeoisie et prolétariat, mais aussi entre impérialisme et nations opprimées, entre monopoles et entre pays impérialistes. Ce qui ne manque pas de déclencher des crises révolutionnaires à l'échelle mondiale. Non seulement le CME réduit à néant les droits formellement reconnus, mais il engendre des guerres impérialistes, des violences généralisées et ouvertes, systématiques. Il engendre des mouvements révolutionnaires qu'il doit mater dans le sang : la réaction entraîne une réaction encore accrue.

⁵ Engels – « Socialisme utopique et socialisme scientifique »

Comme le dit Lénine : "Plus la démocratie est développée, et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile"⁶.

Le CME c'est le capitalisme à l'agonie. La bête à l'agonie, quand sonne l'hallali, ne peut plus que jeter ses dernières forces dans la bataille. Aussi ces guerres, ces troubles, ne sont pas une preuve de force, mais de faiblesse. Preuve que la fin est proche.

Aussi, non seulement les revendications démocratiques visant à retourner à l'ordre ancien sont aussi utopiques que littéralement réactionnaires, mais encore il s'agit d'une véritable trahison des intérêts du prolétariat. Il ne s'agit rien de moins en effet, alors que l'ennemi est au "bout du rouleau", de refuser de l'abattre pour concilier avec lui au moyen de quelques réformes. Que l'ennemi soit d'autant plus dangereux et féroce qu'il agonise, ne doit pas, au contraire, nous inciter à le ménager.

Pour toutes ces raisons, le prolétariat doit lutter, ne peut victorieusement lutter, que pour le socialisme. Dans quelles conditions il peut lier la lutte pour la démocratie à la lutte pour le socialisme, c'est ce que nous examinerons. Mais auparavant il faut démarquer clairement sur la question de principe ci-dessus analysée, les positions du prolétariat de celles des révisionnistes.

4 - Les révisionnistes luttent contre le socialisme au nom de la démocratie

On sait que les révisionnistes du PCF prétendent que les "conditions nouvelles" exigent de renoncer à la dictature du prolétariat. Certes ils ne peuvent faire autrement que de reconnaître que "le régime capitaliste est incapable de donner à la liberté le nouvel essor qu'appelle notre temps", que "pour accomplir la liberté, il faut à notre époque rompre avec la société de classe"⁷.

Mais de ce que sous l'impérialisme la réaction touche, au-delà de la classe ouvrière, des couches de plus en plus nombreuses de petits-bourgeois salariés, de petits patrons, les révisionnistes en tirent la conclusion que tous luttent ensemble pour la "démocratie". Pour eux, "la démocratie n'a plus de contenu de classe" (Elleinstein), "c'est une création continue" (Thorez). Les conditions seraient réunies, puisque tout le monde, sauf une poignée de monopoles, le veut, pour rompre avec la société de classes étape par étape, par la voie légale du vote "démocratique".

En somme, plus l'impérialisme vide les droits démocratiques de tout contenu, et plus les masses pourraient abattre la bourgeoisie à l'aide des armes même de la démocratie.

Terrorisés par les restrictions des libertés et la violence de l'Etat bourgeois, les petits-bourgeois opportunistes cherchent à temporiser prétendent qu'il vaut mieux desserrer l'étau avant de le détruire. Tels des myopes, ils voient ce qui est près de leur nez, que les monopoles sont la cause immédiate de la tendance à la réaction. Mais ils "oublient" de voir qu'ils sont l'aboutissement du capitalisme : non une politique spéciale de bourgeois particulièrement cupides ou sadiques, mais le dernier stade, le dernier âge historique de tout un système qu'aucune eau de jouvence ne ramènera à son stade primitif "démocratique".

Ainsi, au nom d'un bavardage abstrait sur la justice, l'égalité, les libertés, en général, les opportunistes "oublient" que la classe ouvrière et le peuple opprimé ne pourront jouir de réels droits démocratiques que débarrassés de l'exploitation de l'homme par l'homme, alors que les petits-bourgeois et autres, eux ne se battent que pour le maintien de leurs privilèges menacés, que pour rendre un "visage humain" au capitalisme. Nulle nécessité dès lors pour eux de détruire l'Etat bourgeois et les rapports de production capitalistes.

Bref, le "socialisme-qui-permet-la-démocratie" du PCF n'est rien d'autre que l'impérialisme réactionnaire, c'est-à-dire la démocratie pour une poignée de bourgeois, la dictature et l'exploitation pour les autres.

⁶ Lénine – « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »

⁷ PCF – « Projet de déclaration des libertés » p14

Car le programme dit de réformes des révisionnistes n'est que la "liberté" des prolétaires de vendre leur force de travail, n'est que le maintien de la division sociale du travail (en particulier entre manuels et intellectuels). Les nationalisations ne supprimeront pas les monopoles mais les transformeront en monopoles d'Etat : en particulier la loi du profit et la concurrence anarchique subsisteront toujours, et avec eux les crises.

Les révisionnistes au pouvoir ne pourront que perpétuer et aggraver toutes les contradictions du capitalisme qui imposent aux gouvernants de prendre des mesures réactionnaires, d'utiliser la violence ouverte pour perpétuer la division sociale du travail, les classes qui y sont attachées et pour maintenir parmi elles le pouvoir de la classe la plus forte, la mieux organisée, la mieux armée : la bourgeoisie.

Et cette violence sera décuplée, sanglante, terroriste dès que la classe ouvrière s'organisera et combatta pour la révolution prolétarienne. C'est d'ailleurs ce que notifie noir sur blanc, comme un avertissement, la déclaration des libertés du PCF :

Art. 18 : "Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits".

Depuis longtemps, le PCF exalte l'armée bourgeoise, ainsi que la police (dernier exemple : création de la revue "Police et Nation" avec pour but de mobiliser la police contre ceux qui veulent "régler les comptes avec une société qu'ils rejettent"⁸. Le PS également qui lutte contre les Comités de Soldats qualifiés de "non représentatifs, irresponsables, manipulés de l'extérieur"⁹.

Déjà le PCF avait lancé aux ouvriers l'ordre tristement célèbre de "retrousser leurs manches" pour le capitalisme en 1946. Au moment même où il leur ordonnait de rendre leurs armes et alors que Thorez déclarait : "un seul Etat, une seule nation, une seule police". Déjà Marchais et Séguy dénonçaient en 1968 le mouvement des masses comme un mouvement de "provocateurs" et se félicitaient presque ouvertement de l'assassinat du militant Pierre Overney en 1972.

Et aujourd'hui même en Italie, les révisionnistes du PCI s'organisent à Bologne, à Rome, etc. avec les pires réactionnaires de la démocratie chrétienne pour lutter contre les manifestations des jeunes chômeurs et étudiants futurs chômeurs.

Au-delà des phrases creuses du programme commun sur le renforcement de la démocratie de l'entreprise, c'est-à-dire le renforcement des Comités d'Entreprises et autres organismes de collaboration de classe, le renforcement des privilèges des bonzes syndicaux, et c'est la réalité de la réaction impérialiste qui subsiste aussi inévitablement qu'on ne peut supprimer la peau du lapin (la réaction sans tuer le lapin (le capitalisme).

Ainsi le nouveau maire révisionniste de Saint-Etienne déclare à propos de la crise de l'emploi à Manufrance, où la ville détient 29,3 % du capital : "la municipalité est là pour épauler la direction, pour entendre les syndicats et concilier les parties"¹. Voilà bien le rôle des révisos futurs gestionnaires des entreprises nationalisées : épauler le capital, "concilier" les parties c'est-à-dire étouffer la lutte de classe.

(1) Déclaration aux "Echos", 26.4.77

Dans la mouvance des révisionnistes, de nombreux groupes centristes - qui se réclamant qui du "m-l", qui "trotskyistes" - se présentent également comme ardents défenseurs des droits démocratiques des masses. Ils proposent des solutions d'apparence plus radicale, mais ils "oublient" eux aussi que la démocratie n'est qu'une forme d'Etat et que la dictature d'une classe en détermine le contenu. Ce qui les unit aux révisionnistes consiste particulièrement à faire de la démocratie le point de départ et d'arrivée de leur combat.

⁸ Discours de Louis Baillot du Comité Central du PCF, qui cherche ainsi à honorer la tradition des révisionnistes amalgamant les révolutionnaires aux gangsters, aux fascistes, etc...

⁹ Charles Hernu. Le Monde du 22/04/77

Dans les périodes calmes, ils reconnaissent parfois en paroles que seule la dictature du prolétariat assurera la démocratie la plus large pour les masses opprimées et travailleuses.

Mais dès que le tonnerre gronde, dès que la bourgeoisie affiche ouvertement son caractère réactionnaire, les voilà qui agitent le drapeau de la démocratie contre l'épouvantail de la réaction.

Pour eux la tourmente révolutionnaire, avec son cortège inévitable de violences, est le signe qu'il faut revenir à l'époque "pacifique" précédente, pendant laquelle le prolétariat utilisait, entre autres, toutes les possibilités démocratiques pour parfaire sa préparation au combat. Au moment ultime, ils conseillent au prolétariat de se contenter d'élargir la démocratie, confirment cette juste prédiction d'Engels qu'au moment de la révolution le parti bourgeois extrême de la démocratie pure, des réformes les plus radicales (mais des réformes seulement) sera l'ennemi principal, le dernier rempart de la bourgeoisie.

L'Humanité Rouge en est certainement l'exemple le plus caricatural. Il fut une époque, juste après mai 68, où son mot d'ordre était "Front uni antifasciste". Tout d'abord, il voulait rassembler tous ceux qui étaient victimes de la réaction autour du prolétariat, alors que celui-ci n'avait même pas reconquis son indépendance idéologique et politique. Bien mieux, il faisait de ce mot d'ordre un axe stratégique du soi-disant PCMLF "fondé sur le Front Uni", diluant le prolétariat dans une masse informe de mécontents. Ses appels au PCF sont restés dans l'histoire comme la consécration de ce que le but poursuivi n'était que l'aménagement du capitalisme, pour une démocratie plus large, pour un retour à la démocratie bourgeoise.

Aujourd'hui, cette organisation prend prétexte de la rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie, du danger de guerre mondiale et du caractère fasciste du social-impérialisme soviétique, pour appeler à l'union avec la bourgeoisie française voire américaine, pour la sauvegarde de la démocratie et de la nation française.

Les trotskystes, quant à eux, appellent la classe ouvrière à combattre pour grignoter petit à petit le pouvoir "à la base", à élargir les droits démocratiques en vue d'instaurer un double pouvoir. Cette conquête pacifique aboutirait à une situation où la bourgeoisie serait paralysée. Alors les travailleurs (!) décideraient de la remise en marche pour leur compte des entreprises occupées.

En somme, il est possible d'aboutir à une situation où les conquêtes démocratiques sont progressives et stabilisées. Quelle différence avec les révisionnistes du PCF ?

Quand ils s'aventurent à faire de la propagande sur le socialisme, sur la dictature du prolétariat, c'est pour faire du socialisme le règne de la démocratie, de l'égalité pour toutes les classes. "Oubliant" la base économique et sociale de cette démocratie, et le rôle historique du prolétariat pour diriger seul la suppression progressive de la division sociale du travail, des classes, leur travail préparatoire à la révolution prolétarienne consiste en le rassemblement de tous ceux qui aspirent à la "démocratie", mélangeant pêle-mêle prolétariat et petite-bourgeoisie sans distinction de classe.

Leurs attaques contre la CGT, le PCF, la CFDT consistent dès lors en une dénonciation du "caractère anti-démocratique" de ces organisations, auquel ils opposent la "démocratie prolétarienne des Assemblées Générales" Mais, du contenu profondément démocratique bourgeois, anti-communiste de leur ligne politique, rien, absolument rien !...

La dictature du prolétariat est pour eux le rêve d'une démocratie pure où "aucun parti, qu'il soit majoritaire ou non, ne peut imposer ses vues aux conseils ouvriers ou intervenir en tant qu'appareil politique dans les affaires de l'Etat ouvrier" (Ligue Communiste, programme p. 39), où "le contenu de classe du nouveau pouvoir est garanti par la composition de classe du nouveau pouvoir (prolétariat, semi-prolétariat, petite bourgeoisie...) et par son fonctionnement démocratique" (H.R. "ce que proposent les ml").

Ainsi donc dictature du prolétariat, oui, mais hégémonie du prolétariat, direction de l'Etat par le prolétariat seul et par son parti d'avant-garde, non. Oui à la formule, ... non au contenu !

Révissionnistes et centristes agissent dès lors comme de véritables traîtres au prolétariat.

Dans les périodes relativement pacifiques du capitalisme où la dictature de la bourgeoisie se farde de démocratie, ils appellent le prolétariat non pas à utiliser cette démocratie, mais à borner son horizon à cette démocratie, à se vautrer dans la démocratie. Ils l'illusionnent sur les possibilités de transformation de la société et l'endorment littéralement.

Si bien que dans les périodes troublées, en particulier quand la dictature de la bourgeoisie ne peut plus s'accommoder de la démocratie, la classe ouvrière est désarmée devant l'instauration de la terreur ouverte.

A ce stade, ils continuent leur sale besogne en devenant les meilleurs sapeurs-pompiers de la révolution. Au lieu de profiter des faiblesses de la bourgeoisie pour guider le prolétariat à porter ses coups les plus durs, ils l'appellent à regarder vers l'arrière, du temps où le capitalisme était plus doux. Ils proposent alors leur front uni pour le rétablissement de la démocratie bourgeoise.

Une telle politique est produite par ceux qui ne souffrent pas dans leur sang et leur chair de cette violence permanente. Elle est le produit typique de couches petites-bourgeoises, intellectuelles, fonctionnaires, bureaucrates ouvriers, dont l'attachement à la démocratie bourgeoise, à la division du travail, à l'impérialisme est plus fort que la souffrance qu'ils peuvent endurer momentanément. Mais une telle politique est absolument étrangère à la classe ouvrière qui n'a rien à perdre que ses chaînes, et qui seule saura faire preuve de courage, d'enthousiasme, d'énergie révolutionnaire, ne cédera pas à l'abattement pour profiter des faiblesses de la bourgeoisie.

Seul le prolétariat n'a pas peur des "horreurs" de la révolution à travers lesquelles il bannira les horreurs du capitalisme.

A ces courants, il faudrait aussi rattacher les antiautoritaires, autogestionnaires, écologistes, etc. qui tous prétendent lutter contre telle ou telle conséquence du capitalisme (la dictature, la bureaucratie, les inégalités, la pollution, etc.) sans remettre en cause le capitalisme lui-même, sans comprendre que seul le prolétariat peut couper le mal à sa racine par l'instauration de sa dictature.

5 - Lutte pour la démocratie et lutte pour le socialisme

De ce que l'impérialisme est la négation de la démocratie, qu'elle est "irréalisable" en régime capitaliste, s'ensuit-il que le prolétariat se désintéresse de la question, que les communistes lui conseillent d'attendre le socialisme pour lutter pour les droits démocratiques ? S'ensuit-il que "formuler des mots d'ordre démocratiques en régime capitaliste est une tromperie ou une illusion, destinée à obscurcir, à éloigner, etc., le mot d'ordre de la révolution socialiste" ?

Cela est tout à fait vrai lorsque l'heure est à l'insurrection, à la guerre civile, à la révolution immédiate : alors les réformistes, nous l'avons vu, s'empressent de détourner le prolétariat de la révolution à l'aide de mots d'ordre démocratiques bourgeois (par exemple en Russie en 1917 pour l'Assemblée Constituante contre le pouvoir des Soviets, en France en 1944 pour la "légalité républicaine" des commissaires de la République nommés par de Gaulle, contre le pouvoir des Comités de Libération appuyés sur les FFI etc.).

Mais cela n'est pas vrai "en général". Lénine nous enseigne qu'il faut "savoir rattacher l'avènement de l'impérialisme à la lutte pour les réformes, à la lutte pour la démocratie"¹⁰.

¹⁰ Lénine – T23 « Les tendances naissantes de l'économisme impérialiste »

a) Pourquoi cela ? C'est que dans le même temps qu'il fait de la démocratie une illusion, l'impérialisme engendre des aspirations démocratiques dans les masses¹¹, engendre des luttes pour les droits démocratiques. Et ces luttes, si elles ne peuvent aucunement renverser le capitalisme, peuvent aggraver ses contradictions, être l'étincelle qui met le feu à la poudrière (exemple : les luttes étudiantes en mai 68). Le prolétariat serait piètre tacticien de ne pas en profiter pour son propre compte.

Par ailleurs, les marxistes savent que plus large est la démocratie, plus la lutte des classes "est ample, ouverte, claire"¹². Car alors il devient clair que seul le capitalisme est source de tous les maux et non le manque de tel ou tel droit.

Mais plus important encore, "le prolétariat est incapable de réaliser la révolution économique s'il n'est pas éduqué dans la lutte pour la démocratie"¹³. Et ceci en particulier parce que "le socialisme victorieux ne pourra maintenir sa victoire et conduire l'humanité vers le dépérissement de l'Etat sans réaliser complètement la démocratie"¹⁴. Pour s'emparer des banques et de tout l'appareil de production, pour briser l'Etat bourgeois et éliminer la bureaucratie des fonctionnaires, pour transformer l'armée en armée rouge, pour briser les Rapports sociaux capitalistes, etc. le prolétariat devra faire œuvrer toute la masse des prolétaires, quasi et semi-prolétaires et paysans pauvres ; l'Etat de dictature du prolétariat associera la violence contre la bourgeoisie "au développement intégral de la démocratie, c'est-à-dire la participation réellement légale et réellement universelle de toute la masse de la population à toutes les affaires de l'Etat..."¹⁵.

b) Comment le prolétariat peut-il utiliser les aspirations et luttes démocratiques en vue du socialisme, sans tomber dans le réformisme ? Qu'est-ce que refuser l'opportunisme "qui consiste à orienter les justes revendications démocratiques vers le passé" au profit de la tactique révolutionnaire qui "les oriente vers l'avenir, vers la révolution sociale" ?

C'est subordonner étroitement les questions démocratiques au but de la révolution sociale. C'est-à-dire 1° délimiter toujours le point de vue du prolétariat de celui de la petite bourgeoisie, 2° relier toute revendication démocratique à la préparation de la révolution socialiste, 3° ne soutenir que ce qui renforce la conscience de classe du prolétariat, son unité, sa lutte, son hégémonie sur les couches alliées (quasi et semi-prolétariat, paysans pauvres).

Exemples :

- En reconnaissant le droit des nations opprimées par l'impérialisme à l'indépendance, le prolétariat aide les prolétariats de ces pays à se détacher de leur bourgeoisie (qui utilise la révolte contre l'oppression nationale pour détourner le prolétariat de la lutte des classes), et à se rattacher à l'internationale des prolétaires.
- En luttant pour la démocratie dans l'armée, le prolétariat rattache cette lutte à l'objectif de désagrégation de l'armée bourgeoise, lutte contre le pacifisme, lutte pour la transformation de la 3^{ème} guerre mondiale impérialiste qui approche en guerre civile révolutionnaire. Il lutte contre les révisionnistes à la PCF ou à la H.R. et P.C.R. qui ne voient là qu'un moyen de renforcer l'armée bourgeoise en réduisant les contradictions entre le contingent et les officiers, en préparant le peuple à soutenir "avec un bon moral" la défense nationale bourgeoise. Il oppose l'armement de la classe ouvrière à l'armement de la bourgeoisie.
- En luttant pour le respect et l'extension des droits syndicaux et politiques dans l'entreprise, le prolétariat cherche à élargir sa liberté d'action et de propagande, à démasquer les révisionnistes et autres agents de la bourgeoisie, à s'éduquer dans la lutte contre la violence patronale, à renforcer son indépendance et son unité autour de son parti.

¹¹ Lénine – T23 p23-24 « Réponse à Kievski »

¹² Lénine – T23 p81 « Une caricature du marxisme »

¹³ Lénine – « Réponse à Kievski »

¹⁴ Lénine – « Une caricature du marxisme »

¹⁵ Lénine – « Réponse à Kievski »

- En luttant pour l'égalité complète, sur tous les plans, y compris politiques, entre travailleurs français et immigrés, le prolétariat renforce son camp, établit clairement que le seul ennemi est la bourgeoisie. De même, en luttant pour l'égalité complète entre ouvriers et ouvrières.
- Dans les périodes des vastes mouvements révolutionnaires des masses, qui alors créent spontanément des organisations embryon de leur pouvoir (types soviets), le prolétariat lutte pour en faire des armes de sa révolution, pour en éliminer les représentants de la bourgeoisie et leur conférer une composition de classe pour que ces organisations prennent, sous sa direction et celle de son parti, tout le pouvoir en s'opposant, en détruisant, en remplaçant le vieil appareil d'Etat bourgeois.
- Dans les périodes où domine le fascisme, le prolétariat lutte contre la voie de retour en arrière à la démocratie bourgeoise. Il lutte pour la révolution socialiste, mais en tenant compte de l'ampleur que prend alors inévitablement le mouvement populaire antifasciste pour l'orienter vers la destruction de l'Etat bourgeois, pour que la chute du fascisme soit aussi la chute du capitalisme qui l'a engendré. Par la place hégémonique qu'il prend dans la lutte antifasciste radicale, il prépare son hégémonie dans l'Etat prolétarien qui succédera à l'Etat bourgeois fasciste.

Aujourd'hui où la question posée au prolétariat de France est celle de la reconstruction de son parti, les communistes ont pour tâche de l'éclairer sur toutes les questions de la révolution à accomplir. Non pas rêver d'une voie sans détour vers une révolution pure, un communisme pur. Non pas l'impatience du petit-bourgeois excédé qui ne sait louvoyer, utiliser toutes les possibilités tactiques, et qui exige tout de suite la fin du capitalisme, qui "exige" que ses idées deviennent immédiatement la réalité, qui n'admet pas que la vie réelle soit mille fois plus complexe que des formules marxistes apprises par cœur.

Mais se saisir de toutes ces questions relatives au mouvement démocratique pour montrer aux ouvriers conscients la nécessité de la révolution socialiste pour réaliser la plus large démocratie, pour séparer le prolétariat de la bourgeoisie et l'unir aux peuples opprimés, pour utiliser une juste tactique permettant de désagréger le camp de l'adversaire¹⁶.

Aujourd'hui, précisément la reconquête de l'indépendance idéologique, politique et organisationnelle, du prolétariat ne se réalisera que contre l'influence de tous les partis "démocratiques" (PCF, trotskystes, PCMLF, PCR, etc.) au sein de la classe ouvrière. Et les marxistes-léninistes doivent donc, non pas éluder le problème, mais répondre du tac au tac, avancer leurs propres mots d'ordre dans leur propagande et agitation sur toutes les questions démocratiques, sans craindre de se battre sur le terrain même de la bourgeoisie.

¹⁶ Nous ne développons pas ici la question de la tactique du prolétariat vis à vis des autres classes, dont nous donnons les axes essentiels dans la brochure "Le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout". Nous y repoussons en particulier à l'heure actuelle toute tactique de type "Front antifasciste" ou autre qui ne pourrait que noyer le prolétariat dans le démocratisme petit-bourgeois.